

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

N° 3.02/2022

Séance du 28 juin 2022

Régulièrement convoquée le 17 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 28 juin à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Annick BONNET (suppléante de M. Hervé ANDEOL), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (jusqu'à la délibération 5.01 inclus), M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marie-Josée GAUBERT (suppléante de M. Allain DORLHIAC), Mme Cécile GILLET, Mme Corinne HERAUDEAU, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération 2.16), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOUAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Françoise CAPMAL (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), M. Julien DECORTE (pouvoir à Mme Émeline MEHUKAJ), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Marielle FIGUET (pouvoir à M. Éric PHELIPPEAU), M. Jacky GOUTIN (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOUAR), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à V. ARNAVON), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Laurent CHAUVEAU).

EXCUSÉS : Mme Josiane DUMAS.

ABSENTS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (à partir de la délibération 5.02), M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération 2.15 inclus), M. Norbert GRAVES, Mme Danièle JALAT, Mme Sandrine MAGNETTE, Mme Maryline ROISSAC, Mme Demet YEDILI.

Secrétaire de séance : Mme Aurore DESRAYAUD

**3.02 - CONVENTION RELATIVE À LA MISE A JOUR DES ÉTUDES
PREMIÈRE PHASE D'AVANT PROJET DE LA GARE D'ALLAN
LIGNE À GRANDE VITESSE LN5 - AVENANT N°1**

Monsieur Éric PHELIPPEAU, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

Les travaux de la commission particulière du débat public relative aux perspectives de transport dans la Vallée du Rhône et l'Arc Languedocien et plus récemment le

Grenelle de l'Environnement, ont confirmé la priorité des modes de transport alternatifs au routier (ferroviaire et fluvial) sur tout le territoire national, et en particulier dans la vallée du Rhône.

Plusieurs démarches ont été engagées pour servir cet objectif partagé, en particulier pour développer les transports ferroviaires dans le corridor reliant Valence, Avignon, Marseille et Montpellier, avec notamment la mise à l'étude du projet de réouverture de la ligne de la rive droite du Rhône aux circulations ferroviaires voyageurs.

Parallèlement, l'étude sur l'amélioration de la desserte TGV dans le bassin de Montélimar Sud Ardèche/Drome et Nord Vaucluse/Gard » (sous la maîtrise d'ouvrage de la SNCF) restituée le 20 décembre 2006 a montré que la desserte de ce secteur par les liaisons TGV pouvait être améliorée par la création d'un arrêt TGV « MONTELMAR PROVENCE » à Allan, commune de l'agglomération de Montélimar.

Ce projet nécessite néanmoins d'adopter une approche plus globale et complète :

- de la préservation et de l'amélioration de la desserte TGV vers Paris et le Nord de la France mais aussi vers Lyon, Marseille, Montpellier pour les bassins de vie de Valence à Arles,
- du rôle de cette nouvelle gare dans un schéma de transports tous modes plus large, et en particulier des connexions entre cette nouvelle gare et les dessertes TER de la vallée du Rhône et de l'Ardèche intérieure,
- de l'impact territorial à prévoir de l'implantation de ce nouvel équipement,
- de la faisabilité technique de l'insertion de cette nouvelle gare sur la ligne grande vitesse existante,
- de l'organisation fonctionnelle de cette nouvelle gare.

Les partenaires de ce projet, réunis en comité des financeurs le 27 janvier 2017, ont donc décidé de mettre à jour les études de niveau avant-projet afin de disposer de toutes les informations réactualisées avant la fin de l'année 2017 et permettant de décider ainsi de la suite à donner à ce projet.

SNCF Réseau, maître d'ouvrage de ces études a associé l'ensemble des partenaires à chaque moment clé de cette réactualisation.

Les études ont été conduites à leur terme par SNCF Réseau sans faire l'objet d'une restitution auprès du Comité des financeurs, faute d'un soutien fort de ce dossier ces dernières années. Après échange avec les cofinanceurs, il a été convenu de proroger le délai de caducité de la convention de financement initiale par voie d'avenant.

A cet effet, il est nécessaire d'autoriser la prolongation du délai par la signature d'un avenant.

Le Conseil communautaire, à la majorité (4 contre, 1 abstention), DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu la délibération n°2.2/2017 du Conseil communautaire du 14 avril 2017 relative à l'approbation de la convention relative à la mise à jour des études première phase d'avant-projet de la gare d'Allan - Ligne à grande vitesse LN5,

Vu le projet d'avenant n°1 à la convention relative à la mise à jour des études première phase d'avant-projet de la gare d'Allan - Ligne à grande vitesse LN5 annexé à la présente délibération.

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER l'avenant n°1 à la convention relative à la mise à jour des études première phase d'avant-projet de la gare d'Allan – Ligne à grande vitesse LN5,

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit avenant n°1,

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

(Ne prennent pas part au vote M. Julien CORNILLET (conseiller régional), M. K. OUMEDDOUR, Mme M. FIGUET, M.É. PHÉLIPPEAU, Mme É. MEHUKAJ (conseillers départementaux), M. L. LANFRAY, Mme P. BRUNEL MAILLET (anciens conseillers départementaux))

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Ont signé le Président et le Secrétaire de séance,
Suivent les signatures

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 04 juillet 2022.

Le Président

Julien CORNILLET